



CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre les membres ci après désignés :

ENTRE :

- Clermont Auvergne Métropole, représentée par le Président, ou son représentant

ET

- Les communes ayant signé la lettre d'engagement (cf modèle en annexe)

Pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, Clermont Auvergne Métropole, la Ville de Clermont-Ferrand et plusieurs communes élaborent de nombreux contrats relevant de la commande publique.

Parmi les différentes familles d'achat, certaines sont communes entre les acheteurs, ouvrant ainsi des opportunités de groupements de commandes au sens des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

Clermont Auvergne Métropole, en tant qu'Établissement Public de Coopération Intercommunale, constitue une instance privilégiée des groupements de commandes. Dans le cadre de la politique de mutualisation portée par la Métropole, il a ainsi été décidé de développer la pratique des groupements de commandes.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU GROUPEMENT

Cette convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes pour les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers dans une perspective de rationalisation des procédures, de facilitation de la commande publique pour les communes membres, et d'économie d'échelle.

Le groupement de commandes est régi par les dispositions des articles L2113-6 à L2113-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 – ENVELOPPE FINANCIÈRE

La forme de l'achat proposé est un accord-cadre à bons de commande, fractionné en lots.

Un opérateur sera retenu par lot, en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

La répartition des lots répond à un critère géographique visant à faciliter l'accès à la commande publique tout en équilibrant autant que possible le montant cumulé des commandes attribuées à chacun d'entre eux, et en respectant les périmètres des territoires communaux. Chaque commune membre du groupement n'aura donc à utiliser qu'un lot, et ne sera lié qu'à un titulaire de l'accord-cadre, hormis les membres sur le territoire de Clermont-Ferrand (territoire scindé en deux lots, compte-tenu de l'importance du périmètre concerné).

Cet accord-cadre fixera toutes les stipulations contractuelles. Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Pour un meilleur suivi par chacun des partenaires, l'acte d'engagement de l'accord-cadre prévoira une enveloppe financière annuelle maximum.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

3.1 Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Il n'y aura pas d'adhésion d'un nouveau membre sur cette convention, car un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre en cours de consultation ou d'exécution au moment de son adhésion.

3.2 Modification de la convention

La Convention pourra faire l'objet de modification par avenant, approuvé dans les mêmes termes et signé de l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres l'aura approuvée et transmise au contrôle de légalité.

3.3 Retrait du groupement

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. La décision de retrait est notifiée au coordonnateur, par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine.

Le retrait ne prendra effet qu'à l'expiration du marché public, reconduction(s) comprise(s).

Le coordonnateur informe les parties de ce retrait.

Le membre exerçant son droit de retrait reste donc soumis au respect des engagements qu'il aurait déjà contractés auprès du titulaire de l'accord-cadre.

L'exercice du droit de retrait d'un membre n'emporte pas résiliation de la convention, laquelle continue de s'appliquer et de produire ses effets à l'égard des autres membres.

3.3 Désignation du coordonnateur et missions de coordination

Clermont Auvergne Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement. Cette mission ne donne pas lieu à rémunération.

Le coordonnateur prend en charge l'intégralité des frais liés au fonctionnement du groupement ainsi qu'à l'exécution de ses missions.

En tant que coordonnateur, Clermont Auvergne Métropole est chargée de procéder dans le respect des règles prévues par le code de la Commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de mise en concurrence, de sélection du titulaire et de suivi de la procédure. Elle signera et notifiera l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Cette coordination s'étendra aux actes modificatifs éventuels qui pourront être demandés par chacun des membres du groupement en fonction de l'évolution de leurs besoins.

L'exécution technique et financière sera à la charge de chacun des membres du groupement, qui passera les commandes correspondant à ses besoins, contrôlera le service fait et paiera les factures correspondantes au titulaire du marché, dans le respect des montants maximum définis à l'accord-cadre.

En outre, le coordonnateur peut assurer un rôle d'assistance auprès des membres dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Le siège administratif du groupement est fixé au siège de Clermont Auvergne Métropole - 64/66, avenue de l'Union Soviétique - 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1.

3.4 Personne habilitée à engager le coordonnateur du groupement

Pour l'ensemble des missions confiées au Coordonnateur du Groupement dans le cadre de la présente convention, celui-ci est représenté par son pouvoir adjudicateur qui est seul habilité à engager la responsabilité du Coordonnateur pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le Coordonnateur du Groupement, celui-ci doit systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du Groupement de commandes constitué par le présent document.

3.5 Déroulement des étapes de la consultation

a) Établissement du cahier des charges :

Le cahier des charges du marché sera établi par les services de Clermont Auvergne Métropole.

A cette fin, pour ce marché, chaque membre du groupement transmettra à Clermont Auvergne Métropole une évaluation quantitative de ses besoins, les prescriptions techniques nécessaires à l'exécution des prestations répondant à ses besoins et qui doivent figurer dans le cahier des clauses techniques particulières (nature des prestations à commander, typologie des sites à traiter, détails des fournitures à consommer), et le cas échéant au Bordereau des Prix Unitaires.

b) Déroulement de la procédure de consultation :

La consultation sera lancée par le coordonnateur, en tant que pouvoir adjudicateur, dans le respect des règles du Code de la Commande Publique.

Éventuellement, si cette procédure de consultation est déclarée infructueuse dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique, elle pourra être relancée autant de fois que nécessaire sous les formes prévues par le dit Code, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant à la présente convention.

Clermont Auvergne Métropole est chargée du déroulement complet de la procédure d'attribution, depuis le choix de la procédure (sur la base des éléments fournis lors de la définition du besoin) jusqu'à la date qui rend cet accord-cadre exécutoire. Clermont Auvergne Métropole transmettra également une copie des documents aux membres.

En cas d'avenant à cet accord-cadre, le coordonnateur sera chargé également du déroulement complet de la procédure, de la constatation du besoin (éventuellement exprimé par un membre du groupement) à la date d'exécution de cet avenant.

Le cas échéant, le coordonnateur gérera le contentieux lié à la procédure de passation pour le compte des membres du groupement. Il les informera et les consultera sur sa démarche et son évolution.

c) Commission d'Appel d'Offres

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres sollicitera, autant que besoin, l'avis technique des membres du groupement, pour le choix du titulaire.

La Commission d'Appel d'Offres est seule compétente pour agréer les candidatures, classer les offres selon les critères définis dans le règlement de la consultation, choisir le titulaire, déclarer le marché infructueux et donner un avis dans ce dernier cas relatif à l'opportunité de relancer la consultation sous forme négociée ou sous forme d'appel d'offres si les conditions initiales devaient être modifiées.

3.6 Exécution des prestations

Chaque partenaire émettra à l'attention du titulaire de l'accord-cadre un (ou des) bon(s) de commande(s) concernant les travaux dont il aura besoin.

Le déroulement des interventions ainsi que le contrôle de bon achèvement est de la responsabilité de chacun des membres du groupement, qui paiera les factures correspondantes.

3.7 Obligations des membres

En adhérant au groupement d'achat, chaque membre s'engage à :

- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration du besoin, du DCE, ...),
- exécuter les prescriptions contractualisées dans le respect des engagements conclus entre le coordonnateur et le titulaire de l'accord-cadre,
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et/ou des bons de commande relevant de la responsabilité de chacun des membres du groupement,

- Participer au bilan de l'exécution de l'accord-cadre en vue de son amélioration et de sa reconduction ou relance.

Le groupement n'est pas exclusif de la passation éventuelle de marchés publics en dehors de cette structure ; ses membres conservant en effet la faculté de réaliser leurs achats sans recourir aux services dudit groupement.

ARTICLE 4 – PERSONNES HABILITÉES A ENGAGER CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Pour l'ensemble des missions confiées pour l'exécution de la présente convention à Clermont Auvergne Métropole, celle-ci sera représentée par le Président ou son Vice-Président délégué, qui seront seuls habilités à engager la responsabilité de Clermont Auvergne Métropole.

Dans tous les actes et contrats passés par le représentant du pouvoir adjudicateur de Clermont Auvergne Métropole dans le cadre de la présente convention, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du Groupement de commandes constitué par la présente.

ARTICLE 5 – DURÉE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué exclusivement pour l'exécution de l'accord-cadre de travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers. Le groupement existe dès la signature de la présente par l'ensemble de ses membres. Le groupement se termine à la date d'expiration de l'accord-cadre, prévu au maximum pour une durée de quatre ans.

En cas de commande dont l'exécution est postérieure à la date de fin de l'accord-cadre, le groupement se termine à la dernière date de fin d'exécution des commandes de cet accord-cadre.

ARTICLE 6 – DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le présent groupement est dissout de fait en cas de retrait du coordonnateur.

Toutefois, la dissolution ne peut intervenir avant le terme de l'accord-cadre en cours ou de la date de fin d'exécution de la dernière commande passée.

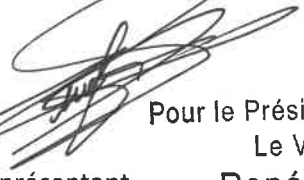
ARTICLE 7 – LITIGES ET CAPACITÉ A ESTER EN JUSTICE

La présente convention est régie par le droit français. En cas de difficultés lors de son exécution, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ne trouvant pas de solution amiable ressort du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Pour les litiges relatifs à la passation objet de la présente convention, le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Clermont Auvergne Métropole	
Fait à Clermont-Ferrand le 05 DEC 2025	
	
Le Président ou son représentant	Pour le Président et par délégation Le Vice-Président René DARTEYRE

LETTRÉ D'ENGAGEMENT

Je, soussigné, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Maire (ou Représentant) de la commune de,

adhère à la convention constitutive du groupement de commandes ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à

Le

Signature :

LETTRE D'ENGAGEMENT

Je, soussigné, René DARTEYRE, dûment habilité par délibération du Conseil Métropolitain en date du 24 novembre 2025,

Représentant de Clermont Auvergne Métropole,

Adhère à la convention constitutive du groupement de commandes ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à Clermont-Ferrand,
Le 5 décembre 2025

Signature :



Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président
René DARTEYRE



LETTRE D'ENGAGEMENT

Je, soussigné, Serge PICHOT, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
1^{er} décembre 2025

Maire de la commune de Gerzat,

Adhère à la convention constitutive du groupement de commande ayant pour objet les travaux
d'entretien de voirie de l'espace public et les travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un
maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des
lots concernés.

Fait à gerzat

Le 02/12/2025



Serge PICHOT

LETTRE D'ENGAGEMENT

Je, soussigné Marcel ALEDO, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 23 octobre 2025.

Maire (ou Représentant) de la commune de ROYAT,

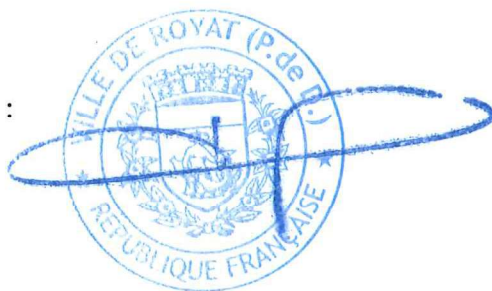
Adhère à la convention constitutive du groupement de commande ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à ROYAT,
Le 3 novembre 2025

Signature :



LETTRE D'ENGAGEMENT

Je soussigné **Monsieur Flavien NEUVY**, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du **9 octobre 2025**,

Maire (ou Représentant) de la commune de **CÉBAZAT**,

adhère à la convention constitutive du groupement de commande ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à **CÉBAZAT**
Le **23 octobre 2025**

Signature :

Le Maire
Flavien NEUVY



LETTRE D'ENGAGEMENT

Je, soussigné Henri GISSELBRECHT, dûment habilité par délibération n°13/17 du Conseil Municipal en date du 10 octobre 2025.

Maire de la commune de LEMPDES

adhère à la convention constitutive du groupement de commande ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à LEMPDES
Le 02/12/2025

Signature :



Le Maire,
Henri GISSELBRECHT

LETTRE D'ENGAGEMENT

Je, soussignée, Sondès EL HAFIDHI, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 23 octobre 2023.

Représentante de la commune de Clermont-Ferrand,

adhère à la convention constitutive du groupement de commandes ayant pour objet les travaux d'entretien de voirie de l'espace public et travaux divers.

La procédure qui sera lancée par le groupement est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

Le maximum pour les communes membres du groupement sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun des lots concernés.

Fait à Clermont-Ferrand,
Le 4 décembre 2025.

Signature :